



**Chers collègues, chers camarades et amis,**

Nous nous retrouvons en congrès national du SNETAA-Force Ouvrière dans un contexte toujours plus bousculé.

D'abord à l'international, les guerres – ce qui était devenu des phénomènes de l'Histoire – sont à nos portes. À la différence de ce que l'on a vécu en Europe dans l'ex-Yougoslavie dans les années 90, il s'agit cette fois de l'attaque d'un État souverain contre un autre État souverain. Les guerres de territoire reviennent avec leurs massacres d'hommes et de femmes sous le joug d'un État qui a décidé de rappeler sa puissance par sa puissance de frappe. À la fois puissance militaire mais aussi puissance énergétique. Cette guerre sidère encore les populations et les sanctions internationales ne permettent pas aujourd'hui d'entrevoir une sortie rapide. On n'est pas que spectateur d'une horreur, de massacres, des avancées sur le terrain opérationnel, les populations sont sidérées et se rendent compte que ce monde globalisé, sous hégémonie qui promettait confort, consommation, tourisme de masse et une idéologie désincarnée où le monde devenait un village n'est en fait qu'un écran de fumée. Écran de fumée car ces citoyens du monde ne l'étaient que d'un monde tout aussi virtuel que leur terreau idéologique – le capitalisme ouvert, imposé comme religion – un monde au final réservé qu'à quelques-uns, les plus riches, les plus insérés qui ringardaient celles et ceux qui voulaient encore revendiquer leurs langues nationales voire leurs spécificités territoriales et leur histoire. La guerre d'aujourd'hui est entretenue par deux mondes qui se font face : les nationalistes qui revendiquent d'assurer leurs propres valeurs, souvent rabougries sur elles-mêmes, et ceux pour qui l'international est le capitalisme effréné qui exclut tous ceux qui ne veulent pas s'intégrer.

Dans nos statuts, comme dans ceux de notre confédération Force Ouvrière, nous croyons aux valeurs de paix, d'échanges. Car la guerre profite toujours aux mêmes et ce sont les mêmes de part et d'autre qui souffrent des combats qu'on leur somme de mener.

Le SNETAA, avec sa confédération Force Ouvrière, se fait chantre de la paix non négociable et d'une internationale ouvrière car ce sont toujours les travailleurs, les



petites gens comme on disait avant, qui sont les premiers à devenir chair à canon et qui perdront leur travail, leur seul moyen de subsistance. Ensemble, nous dénonçons la guerre faite à l'Ukraine, État souverain et nous pensons à sa population et aux travailleurs qui, sans l'aide internationale, ne pourraient même pas subvenir à leur subsistance première : se nourrir, nourrir sa famille et avoir un toit. Ne parlons même plus d'éducation dans un pays face à la guerre. C'est la première mission régaliennne qui est mise à mal.

Je veux dire toute ma solidarité avec les travailleurs et toute la population ukrainienne.

Cette guerre sidère les Français car ils se rendent compte que la promesse faite d'une paix éternelle n'existe pas ; c'était faire peu de cas de l'histoire.

Elle sidère plus quand il s'agit d'une guerre qui se passe à deux heures de vol de Paris, quand les conséquences sur notre quotidien sont encore masquées. Le prix de l'énergie – autre élément vital pour chacun – est devenu une autre arme. Quand on passe par la « calinothérapie » en nous promettant une hausse du prix du gaz et de l'électricité limitée à 4 %... quand dans d'autres pays d'Europe, les prix de l'énergie pour les ménages ont déjà augmenté de 10 à 20 %. Comment

pouvoir assurer des hausses de 4 % quand les salaires des petites gens sont limités ou, dans la fonction publique, bloqués depuis plus de dix ans maintenant ? Les gens n'ont pas besoin d'analystes professionnels pour comprendre qu'il va falloir encore se serrer la ceinture plus ou faire appel au système D, et j'ai pu voir en faisant le tour des académies lors des congrès combien l'imagination dépassait nos revendications voire nos mandats pour aider à s'en sortir au quotidien.

Une guerre en Europe quand les autres guerres en Afrique ou en Asie semblaient plus lointaines comme si elles étaient inoffensives. Si le quotidien des travailleurs est harassant, les militants, eux, doivent avoir cette vision globale et ne jamais oublier que la paix, la liberté, la solidarité sont un combat qu'il ne faut jamais considérer comme acquis.

Cette guerre surajoute de l'anxiété aux populations européennes, au monde occidental qui semble le seul à se sentir réellement concerné quand les événements des autres continents concernaient peu le monde occidental. Un affrontement qu'on résumait dans un rapport Nord-Sud devenu un affrontement Occident contre le reste du monde.

L'anxiété est réellement perceptible chez nos adhérents ; il n'y a pas eu un

moment dans un congrès académique où on ne m'a pas questionné là-dessus. Les collègues ne cherchaient pas véritablement de réponse mais voulaient sortir la peur, la crainte, l'effroi venus se superposer à deux ans de pandémie aux effets quasi équivalents d'un pays à l'autre. Surtout pour les pays qui avaient des structures sanitaires permettant une prise en charge des malades. N'oublions pas que ce sont les États-Unis qui subissent le plus grand nombre de morts au monde dû au Covid-19. Bien sûr les populations oubliées, les travailleurs abandonnés qui ne peuvent pas se payer une sécurité sociale égalitaire et solidaire. Là-aussi, la sécurité sociale française doit être défendue chaque jour et ne pas être considérée comme un acquis qui ne sera pas détruit par les rapaces de l'argent quand les assurances combattent chaque jour pour en faire un marché comme les autres. Avec notre confédération, nous lutterons pour une sécurité sociale qui permette à tous d'accéder aux soins en totale solidarité et en égalité face à la maladie. Nous avons vu que la situation de nos hôpitaux alors que notre système de santé était encore un modèle dans le monde il y a 30 ans, est dans un état de délabrement qui ne permet plus aux soignants, saignés dans des conditions et de travail et salariales inacceptables depuis longtemps, d'empêcher une médecine à deux vitesses : une pour ceux



qui peuvent se payer des dépassements d'honoraires et des soins en clinique à la pointe et une médecine qui fait attendre aux urgences pendant des heures tous ceux qui ont tout autant le droit de se faire soigner.

La guerre, les guerres, les pandémies nous ramènent indéniablement à l'histoire qu'on a voulu nous faire oublier, ou nier. Si elle ne se répète pas, l'histoire bégaie souvent et si elle est tragique, elle nous rappelle chaque jour qu'il faut savoir se battre pour une société égale, fraternelle, libre. Rien n'est acquis ! Rien. C'est aussi le rôle des syndicats libres et indépendants de porter avec force ces valeurs dont rien ne doit nous détourner.

Cette pandémie, on nous dit qu'on en sort. Pour combien de temps ? Pour quelle nouvelle pandémie ? N'y en aura-t-il pas d'autres ? De même, on veut vite nous faire oublier ces deux ans comme s'il ne s'était rien passé. Les familles sont bouleversées par les conséquences et du virus et des mesures sanitaires souvent non débattues. Les suicides n'ont jamais été aussi nombreux, les maladies mentales jamais autant présentes, les enfants affectés de troubles cognitifs, de problèmes de relation avec les autres ou d'apprentissage. Et on voudrait nous faire croire que ces conséquences ne sont que passagères et qu'elles n'affectent pas nos vies dans notre quotidien quand je vois qu'elles touchent nos familles, nos soeurs, nos frères, nos camarades, nos adhérents. Les militants tout autant.

Car cette pandémie et la guerre à nos portes altèrent qui nous sommes. C'est donc maintenant à savoir qui nous sommes, à quoi nous servons, quelles causes nous portons et nos valeurs.

Je sais que cela ne donne guère envie de parler de l'essentiel : la paix, la santé et nos valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité. De solidarité et, pour nous, syndicalistes, nos valeurs de franche camaraderie ! Encore une valeur qui, si nous pensions qu'elle était acquise, est remise en cause. Remise en cause par des militants qui ne veulent pas voir où est l'essentiel mais aussi par un individualisme imposé depuis des années par un système global, économique et politique qui par intérêt transforme le monde en un village rempli de citoyens du monde.

Ce monde individualiste qui provoque l'affrontement des nationalistes en tout genre. Je ne cesse d'en relever les manifestations diverses : le trumpisme, les nationalismes en Europe en Hongrie, en Pologne, en Autriche, au Danemark, dans les pays nordiques réputés pour leur modèle social-démocrate mais aussi en Ukraine, eh oui mes camarades ! Mais aussi en France où dans le jeu politique s'affrontent des nationalismes, conservateurs et traditionnalistes, et des mondialistes qui nous promettent confort et bonheur, auxquels nous, les travailleurs, n'avons pas encore goûté.

En France, ces événements dont personne ne peut minorer l'impact sur nos pratiques et sur nos adhérents, doivent nous obséder pour être encore plus des militants syndicaux. Militants syndicaux quand tous les représentants d'une quelconque institution – d'une administration, de l'État, d'un gouvernement – comme les représentants syndicaux sont remis en cause car nous subissons une vraie crise de la représentation pourtant annoncée par Rosanvallon et je ne cesse de rappeler le travail de fond que nous devons faire pour reconquérir la confiance des travailleurs. Combien d'adhérents en moins dans les confédérations ? Nous le savons : plus de 150 000 adhérents en moins dans la grande CGT, reléguée deuxième quand la CFDT maintient coûte que coûte mais difficilement son nombre d'adhérents. J'ai lu que ce congrès n'était qu'un congrès de militants et que les adhérents s'en foutent ! Mais non, ils ne se foutent ni de leur quotidien ni de leurs conditions de travail ni de leurs conditions salariales. C'est faux, le militant ne pense pas seul, par lui-même parce qu'il penserait, lui, « juste » ; le militant porte ce que les adhérents veulent que le militant porte. C'est ce qu'on appelle « avoir un mandat ». Alors qu'on parle de plus en plus d'enseigner la philosophie en lycée professionnel, le mandat n'existe pas en soi. Il n'est pas donné directement d'un droit... divin. Le mandat, c'est ce que l'adhérent, réellement libre et indépendant dans ce qu'il est en tant que personne, confère : le mandat, c'est important. Les anciens partis de gouvernement ont oublié ce qu'étaient les adhérents, de les écouter, de les entendre et de porter leurs voix. Le parti socialiste français en a fait durement l'expérience ; ce n'était plus qu'un parti de militants, eux-mêmes uniquement élus qui savaient mieux que quiconque ce qui était bon pour





les autres. C'est aussi vrai pour les partis des droites républicaines. Les gens ne leur donnent plus leur mandat. Pourtant il n'y a jamais eu autant de besoin de se regrouper pour exprimer ses colères et ses revendications. Ça a été le cas en France des Gilets Jaunes, mouvement historique d'un soulèvement populaire qu'aucun parti politique ni aucun syndicat n'avait anticipé. Jamais les gens n'ont eu autant besoin de vrais représentants qui portent ce qu'ils veulent. Les collectifs se montent de partout : gilets jaunes, convoi de la liberté, stylos rouges, collectifs collège-lycées-laïcité, hashtag « pas-de-vague » et plus largement des mouvements féministes comme Me Too qui lèvent des tabous. Tous refusent des représentants. Comme si celles et ceux qui ont eu ce mandat, cette mission de représenter n'avaient pas rempli leurs tâches. Pire, les gens se sentent trahis quand ils voient les batailles d'appareils, de postes éloignés de leur demande. Beaucoup ont parlé de démocratie participative quand on ne sait pas trop bien ce qu'elle signifie et comment elle peut s'exprimer.

Je crois au syndicalisme et à la charte d'Amiens. Non pas comme un bréviaire ou des mots cités pour faire genre ou des paroles lancées sans qu'on les ait lues et surtout fait siennes.

Nous avons un devoir en tant que militant : c'est porter le mandat ! C'est presque s'oublier soi pour n'être que le représentant de celles et ceux qui veulent qu'on les représente.

Nous avons du pain sur la planche pour savoir quels mandats porter mais aussi ce que les collègues veulent qu'on porte.

Je suis allé, avec les secrétaires nationaux, dans tous les congrès académiques de l'Hexagone et des Outre-mer. Nous avons rencontrés entre 1 200 et 1 500 collègues. Hormis ici ou là où les batailles d'appareils et de personnes ont primés, 93 % des collègues étaient heureux d'avoir de l'information, de pouvoir s'exprimer, d'être écoutés, de constater comment concrètement changer leurs conditions de travail qui sont leurs conditions de vie.

C'est le bilan que nous avons essayé de faire chaque jour : du syndicalisme ! Comment représenter nos adhérents et faire évoluer leur situation.

Alors si on sait faire assez traditionnelle-ment, défendre les dossiers individuels, la majorité de nos adhérents sont arrivés à un moment de leur carrière où ils attendent beaucoup de leur syndicat. Quelles valeurs il défend ? Et, non, ils ne s'en foutent pas ! Comment pragmatiquement, nous changeons leur vie, pas à pas, sans grands mots, sans mots-valises, concrètement dans leur travail, leur salaire, leur pouvoir d'achat, leurs droits.

J'ai entendu une vraie angoisse chez les professeurs de lycée professionnel sur leur avenir proche. Leur existence même, quand ils ne sont pas aveugles ou de moins en moins syndiqués... Ils savent bien que sur les dix dernières années, l'enseignement professionnel a perdu de 100 000 à 150 000 élèves. Il faudrait être naïf ou pervers pour croire que ce schéma de dégringolade puisse se pérenniser. Ils savent, et ils le disent, que le corps des PLP est mis en danger. Ils savent que c'est le seul SNETAA qui pourra leur assurer un avenir. Si le SNETAA l'a décidé. Donc nous sommes ici pour sauver le plus petit corps d'enseignants, fonctionnaires d'État, de toute l'Éducation nationale. Nous ne sommes plus que 67 000 PLP titulaires ou contractuels à enseigner, transmettre des savoirs, former à des diplômes nationaux reconnus des jeunes citoyens en devenir souvent relégués et que plus personne ne veut. 67 000 fonctionnaires sur 1,2 million de personnels de l'Éducation nationale. 67 000 PLP quand les AESH sont au nombre de 120 000. En décembre prochain qui croyez-vous qui pèsera ? Si le SNETAA est liquidé – et ils sont très nombreux à vouloir le liquider d'abord parce que les PLP ont toujours été considérés comme des sous-profs mais aussi parce que la pensée unique aime à croire que la formation professionnelle, ce n'est pas à l'École de l'assurer.

Les élections professionnelles à venir vont permettre d'accélérer le corps unique car les CAPA seront sur grands corps, nous, PLP et CPE dans la même CAPA avec les 350 000 certifiés, les CPE, les professeurs documentalistes, les professeurs de sport, les PSY-EN... Quelle organisation croyez-vous pourra porter la voix des PLP ? Et pour quel poids ? Quel impact ?

Le bilan des dernières quatre années du SNETAA est exceptionnel de réalisations concrètes pour le corps des PLP. En rem- plissant d'abord sa mission de syndicat :

défendre et assurer l'emploi. Nous avons sauvé 1 800 emplois de PLP qui se vérifient par les chiffres de la DEPP et de la DGRH. Devrions-nous en avoir honte en tant que premier syndicat de notre secteur ? Ce syndicat qui va passer par pertes et profits, non pas dans un avenir lointain, mais dans les six mois à venir, si nous décidons de ne plus porter la voix des PLP mais une voix généraliste d'un corps d'un second degré. Là aussi, beaucoup de collègues se leurrent en pensant qu'ils tireront leur épingle du jeu. Si le SNETAA ne fait rien – et c'est un choix que nous avons ici à faire ! – alors les PLP de l'enseignement général pourront être sauvés en se travestissant en PEGC quand ceux de l'enseignement professionnel seront amenés à devenir formateurs aux 1 607 heures signées par la FSU, l'UNSA et le SGEN.

Nous sommes passés devant les collègues adhérents dans les congrès académiques qui ne s'en foutaient pas du tout du bilan concret de tout le SNETAA et de comment il donne corps et vie aux PLP de plus en plus noyés dans un second degré. C'est vrai pour les emplois, c'est vrai pour l'ASH. C'est vrai pour la transformation de la voie professionnelle (TVP) dont tous les PLP se plaignent en s'en arrangeant au mieux comme ils s'en arrangeaient du PPCP, des heures de modules, des projets plus ou moins fantômes... Quel est le bilan de la TVP voulue, imposée par Jean-Michel Blanquer : nul ! Il n'a pas revalorisé les formations, n'a pas amélioré les conditions de travail, n'a apporté aucun nouveau diplôme ; la TVP n'a pas permis d'obtenir un enseignement professionnel reconnu, de qualité, qui forme le travailleur et le citoyen. Le bilan du SNETAA ? Chaque jour se remettre à l'ouvrage pour gagner heure par heure des emplois, 1 800, jour après jour mener les batailles afin d'arracher l'indemnité de prof principal pour nos collègues qui en étaient exclus, chaque jour batailler pour détricoter ici, améliorer là, écouter nos collègues.

Si nous devons regarder le premier syndicat des certifiés et des agrégés, le SNES : quel est son bilan ? Aucun recul sur la réforme du bac général et technologique ? Suppression des postes sur le second degré, aucune amélioration de travail, aucune nouvelle rémunération.

Mais nous devrions avoir honte du militantisme du SNETAA Force Ouvrière ?

À chacun ses combats, les miens, ceux que m'ont confiés les adhérents c'est de porter leur voix (et pas la mienne) et gratter tout ce que j'ai eu dès qu'il y a du grain à moudre comme le disaient les très regrettés Camarades Bergeron et Blondel ; il leur a fallu du courage à ceux-là pour aller engranger des acquis sociaux quand on les traitait déjà de traîtres à la cause !!!! J'ai une pensée pour eux que j'ai personnellement connus.

Alors le SNETAA, c'est le syndicat majoritaire qui gêne. Tout le monde. D'abord les gouvernements car il ne s'aligne pas sur une politique gouvernementale, il porte ces mandats et il négocie point à point. Il ne se limite à militer comme le disait Bernard Pabot à « un militantisme de clavier by night » mais aussi toutes les organisations syndicales qui voudraient faire taire l'enseignement professionnel.

Alors j'ai subi – m'avait-on dit – ce qu'un chef doit endosser à ce qu'il paraît : les remises en cause et les attaques ad hominem. D'abord blanquiste, je suis devenu social-démocrate. C'est vraiment mal me connaître. Quand mon modèle est la Commune de Paris, mon égérie Louise Michel, pour un soulèvement populaire, condamné par Thiers, Ferry (Jules), Gambetta et tant d'autres socio-démocrates... mais comme je ne suis pas de cette gauche « cancelisée » et ripolinée, pour plagier Michel Onfray, c'est donc que je suis de droite donc d'extrême-droite... La messe est dite, fermons le ban ! L'insulte est facile quand je n'ai jamais eu ma carte au Parti Socialiste, sans que je n'ai jamais pensé d'ailleurs qu'ils puissent être, eux, des sociaux-traîtres. Je n'interdirais jamais à aucun adhérent ni militant d'adhérer à quelque parti que ce soit mais je m'astreins, moi, à ne pas en avoir car je suis

prisonnier volontaire d'être réellement libre et réellement indépendant pour porter la voix des PLP et les mandats du seul SNETAA et de notre confédération. Dans une discussion avec Jean-Claude Mailly, la semaine dernière, alors que je lui parlais du procès qui m'était fait, il me disait combien il fallait se sentir flatté quand la colère des gens s'exprime dans une radicalité folle. Les résultats en Outre-mer en sont un exemple incroyable : au premier tour des élections présidentielles,

leçons à leur donner ; ils m'en donnent chaque jour ! Et chacun se donne bonne conscience comme il le peut et souvent à peu de frais. Il faut quand même un mélange d'arrogance et d'ignorance pour prétendre apporter une réponse unique et définitive à la colère des gens.

Occupons-nous de ce pour quoi nous sommes mandatés : les PLP, les CPE et le développement de l'enseignement professionnel. Je ne veux pas qu'il y ait chez les PLP une mémoire blessée par un sentiment de trahison et d'abandon par le principal syndicat qui les représente.

Nous avons la chance de tenir notre congrès national à la veille du congrès national de la confédération Force Ouvrière. Nous y serons et nous bataillerons fraternellement pour que l'enseignement professionnel garde toute sa place dans les mandats de FO. Mais c'est aussi une chance car nous allons pouvoir nous concentrer sur les PLP et l'enseignement professionnel. J'ai confiance en ma confédération et en celui qui devrait devenir le nouveau secrétaire général et pour qui j'ai une réelle relation d'amitié et de confiance ; ça sera une chance pour le SNETAA et il sera difficile de me faire un procès en FO. Sauf pour « les amis de FO » comme on pourrait découvrir la même tendance dans notre micro-syndicat avec « les amis du SNETAA » qui, je n'en doute pas, sauront fraternellement combien je suis un social-démocrate, je traduis : un social-traître !



Jean Luc Mélenchon a fait 70 %, un raz de marée électoral. Au second tour, les Outre-mer ont voté à 70 % pour Marine Le Pen. C'est dire combien les gens ne veulent plus qu'une chose : dire leur colère !... Ça devrait faire réfléchir les militants politiques mais je n'ai pas de

un congrès, c'est un lieu de travail militant. Un lieu de débat. Un lieu démocratique où tout le monde et toutes les sensibilités ont leur place. Y compris pour la controverse. M'avez-vous vu interdire une expression, de sortir dès qu'on le peut tel ou tel camarade, organiser des scissions... J'écoute,



je respecte, je tends la main. Mais qu'on ne me demande pas de la tendre à chaque fois qu'on me crache dedans.

La résistance du SNETAA, c'est prouver tous les jours ces valeurs solides de solidarité, de fraternité, de laïcité. D'efficacité ! La tête dans le guidon, on pourrait se croire plus gros qu'on est... l'histoire de la grenouille qui se prend pour un boeuf, nous ne sommes que le SNETAA. Mais nous devons être le SNETAA, pleinement, en assurant toute son histoire, tous ses acquis et la fierté d'y appartenir. Avec Force Ouvrière maintenant, nous avons l'accès à l'interpro qui est une richesse indéniable si et seulement si on est d'abord SNETAA et qu'on fait ce pour quoi le SNETAA existe : porter la voix des PLP et être le vrai syndicat des PLP qui sait se faire entendre.

C'est notre façon de résister. Sans longues déclarations, sans mot-valise, sans ton péremptoire mais avec l'assurance que nos mandats sont justes car ils sont

travaillés et issus de ce qu'attendent les collègues.

Nous avons du travail sur la planche : comment sauver le SNETAA quand le corps unique arrive à grands pas et qu'il sera plus difficilement de discuter et de négocier ? Quel enseignement professionnel demain ? Comment faire que le lycée professionnel ne soit plus un lycée de la relégation ? Comment faire pour que les gamins ne nous arrivent pas aussi cabossés dans une société qui les veut invisibles ? Quels nouveaux diplômes inventer pour assurer l'emploi des fonctionnaires que nous représentons ? Comment contrer les contre-réformes si ce n'est en en proposant une maintenant pour les jeunes, pour les profs, pour les entreprises ? Car ce n'est pas l'apprentissage qui a aspiré les 150 000 jeunes qui nous manquent, non, c'est le lycée général et technologique. Il n'est pas fautif en soi. C'est d'abord le choix des familles qui veulent faire éviter à leur enfant le lycée pro car il a cette image que personne ne veut réellement lui décoller.

Moi je veux qu'on retire cette image du lycée de la relégation et, partout, j'essaie de porter une autre image de l'enseignement professionnel et des PLP. Je fais tous les jours le choix de les valoriser partout, coûte que coûte, en faisant bouger le système bien huilé, pour que les PLP soient fiers de leur mission, que la nation les reconnaisse à leur juste valeur et donc d'abord par le bas de la fiche de paie. C'est notre mission pour sauver notre boulot et l'avenir des jeunes travailleurs de ce pays !

Ici, plus particulièrement à Ronce-les-Bains où le SNETAA a su avoir un passif que nous avons réussi ensemble à dépasser, je pense à un célèbre mot de Marx qui disait que « l'histoire se répète au moins deux fois : la première fois c'est une tragédie, la seconde fois c'est une farce ! ».

**Alors faisons de ce congrès, un moteur fort pour l'avenir des PLP, du SNETAA, de l'enseignement professionnel public et laïque ! Allons, ensemble, retrouvons-nous les manches, au boulot !**

